

Burundi : tout est prêt pour les élections, affirme la Commission électorale

@rib News, 28/06/2015 â€“ Source AFP La Commission Électorale burundaise (CÉni) a affirmé que tout était prêt pour les élections législatives et communales de lundi, en dépit de l'annonce de leur boycott par l'opposition et d'un regain de violence. Tout est prêt dans le pays, a déclaré le président de la CÉni, Pierre-Claver Ndayicariye, devant la presse. Depuis ce (dimanche) matin, le matériel est acheminé (...) vers les centres de votes.

Le responsable a par ailleurs affirmé n'avoir reçu aucun document officiel de la part des formations d'opposition qui ont annoncé le boycott des scrutins. Sans doute est-il en route, s'il existe, a-t-il ajouté, précisant qu'en l'état actuel des choses, faute de lettre de retrait, les élections se dérouleraient comme si toutes les listes participaient. Les membres de l'opposition avaient annoncé vendredi leur décision de boycotter l'ensemble des élections générales (législatives et communales lundi, présidentielle le 15 juillet), et avaient affirmé avoir déposé la veille, à la CÉni, une lettre dont l'AFP a vu une copie. Dimanche, l'un de leur leaders, Charles Nditije, a de nouveau assuré que la lettre avait bien été réceptionnée par un agent de la CÉni, et accusé le président de la Commission de mentir afin de faire croire demain que le scrutin est pluraliste et inclusif. M. Nditije a assuré que les partis d'opposition avaient aussi donné consigne à tous (leurs) militants de boycotter les élections et qu'ils ne déploieraient aucun membre pour superviser le vote. L'opposition aurait voulu pouvoir éviter un nouveau boycott des élections: elle s'était déjà retirée du processus électoral en 2010 qui avait eu pour seule conséquence de l'exclure du paysage politique. Et de clairement la placer en position de faiblesse à l'approche de ces nouveaux scrutins. Mais elle a finalement jeté l'éponge, affirmant avoir été dans l'impossibilité de faire campagne, se disant la cible permanente de menaces et accusant jusqu'à la CÉni d'être aux ordres du pouvoir. Elle a par ailleurs relevé que depuis mi-mai, date d'un putsch manqué, plus aucune radio privée n'était en service. Le Burundi est secoué par un mouvement de contestation populaire marqué de violences depuis fin avril, quand Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature à un troisième mandat jugé anticonstitutionnel. Au moins 70 personnes sont mortes depuis le début de la crise. Et plus de 120.000 Burundais ont fui dans les pays voisins un climat préélectoral d'incertitude. Le pouvoir burundais est jusqu'au bout resté sourd à toutes les critiques en interne mais en externe: la communauté internationale juge elle aussi impossible la tenue des scrutins dans les conditions sécuritaires actuelles. Bujumbura argue d'un risque de vide institutionnel si les élections n'ont pas lieu très vite, le mandat de Pierre Nkurunziza, notamment, arrivant à échéance le 26 août.